

Ils veulent emprisonner Zé Rainha

Via [Revista Movimento](#)

Manifeste pour l'annulation du procès contre Zé Rainha et Claudemir, dirigeants du FNL. Le peuple ne permettra pas qu'on les emprisonne !

Ils veulent emprisonner Zé Rainha. Ils veulent l'emprisonner une fois de plus. Ceux qui le condamnent le font par soif d'injustice. Aucun témoin, aucune preuve concluante, seulement des propos rapportés que personne n'a entendu. Personne ne confirme leurs contre-vérités. Le seul crime de Zé Rainha, leader du Front National des Luttés (FNL), c'est d'avoir l'insolence de maintenir vivante la lutte pour la terre dans un pays d'oligarchies rurales, dont l'histoire est pleine de prison et de mort contre ceux qui s'insurgent. Il le sait. Il le sait depuis son plus jeune âge.

Zé Rainha avait 17 ans lorsqu'il a commencé à militer à la fin des années 1970. Sa famille, dans l'intérieur de l'Espírito Santo, avait perdu le seul morceau de terre qu'elle possédait. Il avait à peine appris à lire et les Communautés Ecclésiales de base (CEB) de l'Église catholique étaient alors l'école possible au fin fond de Linhares, où l'accès à l'éducation faisait partie du quotidien de quelques peu. Frei Betto, alors récemment libéré après quatre ans de prison, devient un grand ami et c'est lui qui initiera Rainha aux notions de réforme agraire et d'organisation syndicale, même si la dictature militaire emprisonnait et détruisait les audacieux qui se mêlaient de ces questions. Zé Rainha savait le prix à payer pour défendre la cause des paysans et des travailleurs au Brésil.

Dans les années 1980, la lutte pour la terre allait prendre de

nouveaux contours, avec la formation, au milieu de cette décennie, du Mouvement des Travailleurs Ruraux sans Terre (MST), et Zé Rainha fut un des principaux leaders de cette lutte. Déjà ils l'ont persécuté, déjà ils l'ont aussi accusé, déjà ils l'ont mis en prison. Zé Rainha a été arrêté 13 fois, mais il a remporté des dizaines victoires dans les occupations où il est intervenu, souvent en première ligne. Il répond à plus de 20 procès, tous liés à son activité dans les mouvements paysans.

Maintenant, à nouveau, ils veulent arrêter Zé Rainha. Ils veulent démoraliser ses 61 ans de vie et les plus de 40 ans consacrés à la lutte contre le latifundium, l'accaparement des terres publiques par les grands propriétaires et l'expulsion des agriculteurs, des indigènes et des quilombolas de leurs parcelles de terre. Le ministère public fédéral de São Paulo (MPF-SP) l'accuse d'association criminelle, d'extorsion et d'appropriation indues. Les autorités judiciaires l'ont condamné sans bases légales dans tout ce qu'elles ont présenté comme des prétendues preuves d'une conduite criminelle.

Sans preuves, les juges l'ont donc condamné sur la base de leurs « perceptions ». Dans le pays de l'accaparement institutionnalisé des terres, de la tyrannie de l'agrobusiness et où les toges sont fréquemment liées au latifundium, les « perceptions » criminalisent presque toujours les mouvements sociaux. Ils veulent emprisonner Zé Rainha. Ils veulent l'emprisonner à nouveau.

Le procès qu'il a subi était un procès politique, et tous ceux qui luttent contre ce type d'oppression doivent maintenant s'engager et renforcer la campagne pour sa liberté. La fragilité juridique donne des arguments à la défense pour l'innocenter, mais sans la rue, sans les marches, sans le soutien des organisations liées aux travailleurs, aux paysans, aux étudiants et aux militants, l'élan de sa défense pourrait faiblir.

Zé Rainha a déjà été condamné à 22 ans et cinq mois de prison par le tribunal régional fédéral de la 3e région (TRF-3), mais les avocats de la défense réunissent les arguments pour prouver qu'il s'agit d'une condamnation politique. Ils sont déterminés à s'appuyer sur ces éléments pour faire appel au STJ (Tribunal Supérieur de Justice) et au STF (Supérieur Tribunal Fédéral) et démontrer les illégalités qui entachent ce procès. Comme notamment de ne pas avoir tenu compte des témoignages qui infirment les extorsions soi-disant pratiquées par Rainha ou par son entourage. Parmi ces témoins figurent des employés et des dirigeants d'entreprises de la région du Pontal do Paranapanema, à l'ouest de São Paulo où le FNL a pris l'initiative d'occupations de terres et où il compte aujourd'hui au moins trois grandes occupations, avec le projet d'installer 5 000 familles d'ici 2022.

Aucune de leurs déclarations, n'a apporté la confirmation que Zé Rainha les avait pressionnés, menacés ou intimidés en proposant la désoccupation de terrains contre de l'argent pour financer le mouvement ou pour son propre bénéfice. Aucun fait n'ai venu étayer l'accusation des détournement de fonds destinés aux familles, par exemple pour une aide alimentaire de base. Parmi les « preuves » présentées dans le cadre de cette procédure figurent des écoutes téléphoniques de Zé Rainha et aussi de Claudemir Novais, un autre dirigeant du FNL, accusé d'association de malfaiteurs et de détournement de fonds, et condamné à cinq ans et quatre mois de prison. Ces illégalités témoignent de l'acharnement à la faire condamner. Ils veulent emprisonner Zé Rainha.

L'enquête a été lancée par la police fédérale et concerne des entreprises qui possèdent des terres et des plantations dans la région de Pontal et l'une des gares de péage routier. Zé Rainha est présenté comme le chef d'un gang qui faisait pression sur des personnes liées à ces entreprises pour exiger de l'argent. L'accusation prétend également qu'une partie de l'argent reçu, y compris les ressources d'organismes public,

aurait été utilisée à son propre profit, pour rembourser des dettes personnelles. Il y a eu neuf mois d'écoutes téléphoniques, mais seuls quelques extraits apparaissent dans le dossier. Il n'y a aucune justification du viol du secret téléphonique accordé par le pouvoir judiciaire et la défense souligne la violation de la loi 9.296/1996, dont l'article 2 dit que cela ne peut être qu'une mesure utilisée lorsqu'il n'y a pas d'autres moyens d'obtenir des preuves.

Ils veulent emprisonner Zé Rainha, mais il défie ses accusateurs : *« Montrez-moi les preuves ! Il n'y en a pas. C'est un procès politique, c'est le procès de la confrontation, de la lutte pour la terre, de la réforme agraire. Chaque fois que le mouvement paysan s'est soulevé, ceux qui n'ont pas été tués ont été mis en prison. C'est comme ça ! »*

Dans son histoire, le leader du FNL affiche une longue liste de batailles judiciaires pour prouver son innocence, d'arrestations, de condamnations finalement annulées et d'attentats – le dernier en 2002, lorsqu'il a reçu une balle dans le dos lors d'une occupation à Rosana (SP). La prison ne lui fait pas peur, mais il n'est pas du genre à assister passivement à l'injustice et la persécution politique flagrante du mouvement de lutte pour la terre, le travail et le logement, renforcé sous son impulsion depuis 2010. Ce n'est pas un hasard si le procès contre lui et contre son compagnon de route a été ouvert alors que l'extension et le renforcement de l'organisation du FNL à Pontal do Paranapanema devenaient évidentes.

Dans les trois grandes occupations de Pontal do Paranapanema, le Miriam Farias, avec 1 300 familles dans la municipalité de Sandovalina, le Mandela, avec environ 900 familles, à Rosana, et le Paulo Freire, avec 300 familles dans la région de Marabá Paulista, on se mobilise pour que début octobre, ou même avant, une marche de Sorocaba à São Paulo réunisse les causes défendues par le FNL, comme le droit à la terre, au logement,

au travail, à l'éducation et, face à l'urgence imposée par la pandémie, la valorisation du SUS et de la santé publique et gratuite. Le FNL est présente dans au moins 11 États de la fédération, rassemble plus de 20 000 personnes dans ses occupations et son objectif est d'atteindre 100 000 d'ici 2022.

Le procès contre Zé Rainha et Claudemir doit être annulé. C'est le mot d'ordre à opposer à l'injustice et la criminalisation de ceux qui luttent. Nous le défendons en appelant à la mobilisation. La bataille en défense de l'innocence de Zé Rainha va marquer l'actualité politique. Ils veulent emprisonner Zé Rainha. Le peuple ne les laissera pas faire.

.